

Dans cette école près de Pacy-sur-Eure, les mauvaises nouvelles continuent de tomber



Plusieurs actions, dont des manifestations, ont déjà été organisées pour soutenir la direction intérimaire qui ne sera pas reconduite à la rentrée. Photo d'archives Paris Normandie

La colère des parents d'élèves et des élus ne faiblit pas à Ménilles où non seulement la directrice intérimaire de l'école primaire ne sera pas reconduite à la rentrée, mais où une fermeture de classe est également annoncée.

À Ménilles, la fin d'année scolaire a un goût amer. La directrice de l'école primaire Couleurs Arc-en-ciel, Émilie Triten, ne sera pas reconduite à la rentrée de septembre 2025. Une décision qui suscite toujours autant de colère, d'incompréhension ainsi qu'une forte mobilisation dans la commune. D'autant que, non seulement elle ne gardera pas son poste de directrice, mais en plus, elle n'enseignera plus à Ménilles alors que c'était initialement prévu.

Une fermeture de classe annoncée

La raison invoquée ? L'absence de titularisation de la directrice sur la « liste d'aptitude directeur », un prérequis administratif pour exercer ce poste. Problème : ni l'intéressée, ni les familles, ni la mairie n'ont obtenu d'explication claire sur ce refus malgré leur demande. Pire encore, ils dénoncent « la procédure de désignation du ou de la remplaçante qui se fait par un algorithme, totalement déconnecté de la réalité du terrain », s'indigne Nicolas Salle, un représentant des parents d'élèves. Les explications reçues lors de leur rendez-vous à la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) le vendredi 27 juin 2025, et les derniers rebondissements de la semaine n'ont pas apaisé les parents d'élèves et la municipalité.

Face à ce qu'ils perçoivent comme un véritable acharnement, les représentants des parents d'élèves et l'Association des parents d'élèves ont réagi. Une lettre a été adressée samedi 5 juillet notamment au ministre de l'Éducation nationale, à [Brigitte Macron](#) et au ministre des Armées, [Sébastien Lecornu](#). Ils y dénoncent une gestion déshumanisée, opaque et profondément injuste : « Dans quelle autre structure accepterait-on un tel turnover à un poste aussi stratégique ? », s'interrogent-ils, rappelant que l'école a connu quatre directions en cinq ans. « Cette décision injuste envoie un signal catastrophique à toute la communauté éducative. » Ils demandent la réévaluation en urgence du dossier, la possibilité d'une dérogation pour maintenir la directrice en poste, et une refonte des critères d'aptitude, actuellement jugés « absurdes et inadaptés ».

Lors du conseil municipal de vendredi 4 juillet 2025, les élus ont apporté leur appui aux parents d'élèves, déplorant également l'annonce d'une fermeture d'une classe en milieu de semaine (142 élèves au lieu de 146). « Une double peine pour une école déjà fragilisée par les changements successifs, s'indigne Didier Courtat, le maire de [Ménilles](#). Comme je m'y étais engagé, j'ai envoyé ma démission à partir du 30 septembre 2025 au préfet. Patrick Ducroizet, le maire de [Vaux-sur-Eure](#), va faire la même chose. »

Six des 10 élus présents au conseil ont également fait part de leur volonté de démission, ce qui « annihile toute action du conseil à compter du 30 septembre... c'est donc désormais le préfet qui tranchera », conclut Didier Courtat.